

COMMUNIQUÉ

Pour un gouvernement au service de la majorité Pour un gouvernement du peuple travailleur sans Macron ni patrons

Chaque jour qui passe, la situation des travailleurs, des jeunes et des familles se dégrade.

L'inflation mange le pouvoir d'achat.

La situation des hôpitaux devient dramatique faute de personnels et de services (fermés).

Des millions d'enfants et de jeunes sont condamnés à une scolarité par intermittence du fait du non-remplacement des enseignants malades.

Le nombre de familles mal logées ne cesse de grandir.

Au nom de la récession, les patrons accélèrent les plans de licenciement et le chômage partiel imposé.

**Il faut prendre des mesures d'urgence !
Quel gouvernement osera les imposer ?**

Quel gouvernement osera pour cela prendre l'argent là où il est : dans les 607 milliards d'euros de fonds publics offerts aux capitalistes (qui s'en servent pour licencier et spéculer) ; et dans les 160 milliards de profits des entreprises du CAC 40 en 2021 ?

Prenant les moyens là où ils sont, un gouvernement du peuple travailleur :

- **imposera l'augmentation générale des salaires, des minima sociaux et des pensions de 10 % pour rattraper l'inflation ;**
- **bloquera le prix des produits de première nécessité ;**
- **recratera les 100 000 enseignants remplaçants nécessaires pour répondre aux besoins urgents ; il mettra en place les structures et les personnels spécialisés adaptés à la prise en charge des 400 000 enfants en situation de handicap ;**
- **recratera les 200 000 personnels du secteur hospitalier et médico-social qui font défaut ;**
- **prendra toutes les mesures nécessaires pour le logement, les services publics...**

Le coût de ces mesures ? 56 milliards d'euros pour les salaires du privé, 21 milliards pour les salaires du public, 20 milliards pour l'école, 10 milliards pour les hôpitaux. Soit un total de 107 milliards d'euros qu'un gouvernement décidé à sauver le peuple du désastre saura financer en confisquant les sommes nécessaires dans les 607 milliards offerts par l'État aux patrons, dans le budget de la guerre (50 milliards), dans les intérêts versés aux banques pour la dette (45 milliards) ou dans les 160 milliards de profits du CAC 40.

Ces revendications ne sortent pas de nulle part. Salaires, emplois, conditions de travail, école, santé, logement... ce sont les revendications pour lesquelles les travailleurs se mobilisent et font grève avec leurs syndicats depuis des mois.

.../...

L'heure est venue d'y répondre !

L'heure est venue d'un gouvernement qui prenne les mesures qui s'imposent !

La « Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) » constituée le 7 mai se fixe de gagner les élections législatives pour former un gouvernement qui mènera, affirme-t-elle, « une politique de rupture ». Très bien !

Mais en même temps, Jean-Luc Mélenchon s'engage à respecter les institutions de la V^e République en cohabitant avec Macron (ce qui revient à « gouverner » sous son contrôle).

Ces deux affirmations sont contradictoires.

Si un gouvernement, demain, décide de prendre tous les moyens pour répondre aux besoins urgents du peuple, nul doute que Macron ne le voudra pas, et que lui et les patrons s'y opposeront.

L'alternative est posée :

- **ou bien gouverner pour la majorité qui vit de son travail, et alors il faut rompre avec Macron et les patrons ;**
- **ou bien se soumettre aux institutions et au président Macron, et donc à la minorité capitaliste qui vit de l'exploitation, et dont Macron est le porte-parole.**

D'une manière ou d'une autre, par les élections, par l'action directe de millions et de millions, ou dans une combinaison des deux, **les revendications devront être satisfaites.**

Tel est le programme sur lequel se présentent les candidats du Parti ouvrier indépendant démocratique.

Pour un gouvernement du peuple travailleur sans Macron ni patrons, le POID appelle les travailleurs et les jeunes décidés à agir en ce sens à s'organiser avec lui.

Le bureau national, le 10 mai 2022

**Rassemblons-nous au meeting du POID,
le 21 mai, à 14 h 30,
Espace Charenton,
327, rue de Charenton, Paris 12^e**